

Appel des mères aux mamans qui ont du pouvoir

Nous les mères en appelons à Elisabeth Borne, première ministre, Stéphanie Rist, rapporteur général sur le Projet de Loi de Finances de la Sécurité Sociale et Prisca Thevenot, rapporteur pour l'Egalité entre les Femmes et les Hommes sur ce même texte. Vous êtes mères toutes les trois. Vous pouvez comprendre l'enjeu pour les modes de garde et l'égalité entre les femmes et les hommes qui va se jouer la semaine prochaine à l'Assemblée nationale autour de l'article 10 de ce projet de loi. Et faire le nécessaire pour que les finances indispensables à la mise en œuvre d'un vrai service public de la petite enfance, promis par le Président de la République, reste affectées à la branche famille.

En première lecture, l'article 10 du projet de loi privait la branche famille de 2 milliards d'euros, des finances qui auraient permis de créer quelques 50.000 places de crèches ou d'aider davantage les familles qui font garder leur enfant.

Au Sénat, des sénateurs de tous bords, Républicains, Centristes, Ecologistes, Socialistes se sont mobilisés et ont rejeté cet article.

Mais, vous le savez, c'est l'Assemblée nationale qui aura le dernier mot. Nous comptons sur vous pour comprendre l'intérêt pour toutes les mères de ce pays de laisser assez d'argent à la branche famille pour réaliser la promesse du Président de la République, en grand, pour toutes les familles, toutes les mères. Vous comprenez bien qu'une branche famille privée de ressources ne pourra pas soutenir toutes les familles et devra, comme le fait d'ailleurs l'article 36 du même projet de loi de finances, sélectionner les familles qu'on aide mieux et celles à qui on doit réduire l'aide qu'elles perçoivent pour faire garder leurs enfants.

Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à ce sujet et de ce que vous ferez pour en tenir compte.